

DIDIER LE BRET

Mes chers compatriotes,

Les 4 et 18 juin prochains, vous choisirez votre député.

Il devra vous représenter dans un contexte de grande incertitude. Il devra contribuer à faire du prochain mandat **une chance pour les Français de l'étranger.**

Cette chance, avec votre soutien, je veux la saisir pour que tous les Français, et bien sûr, tous ceux qui sont porteurs de plusieurs nationalités, soient égaux en droit.

Cette mission de député, je l'envisage comme un service civique, un service civique de cinq ans. Pas une carrière, que j'ai déjà eu la chance de construire en dehors de la politique, mais comme un engagement citoyen.

Durant mes vingt-cinq années passées au service de la diplomatie française, j'ai eu la responsabilité et le privilège d'être aux côtés de nos compatriotes résidant à l'étranger au moment où s'écrivaient de nouvelles pages de notre histoire. A chaque fois, il m'a été donné de pouvoir observer, analyser ces bouleversements, mais surtout d'intervenir, de négocier et d'agir. Ce fut le cas au Sénégal lorsque **j'étais en charge de la coopération.** Ce fut également le cas en Haïti, comme **ambassadeur de France,** dans des circonstances particulièrement tragiques au lendemain du séisme qui a endeuillé tout un peuple en 2010, puis comme **directeur du centre de crise du Ministère des Affaires Etrangères,** enfin comme **coordonnateur national du renseignement.**

Dans ces différentes fonctions, j'ai vécu et me suis rendu dans tous les pays de la 9^{ème} circonscription, pour dialoguer avec les représentants de ces Etats, mais aussi avec nombre d'acteurs de la société civile, et **j'ai pu ainsi y tisser des liens forts.**

A travers ces contacts, j'ai pu également mesurer que nul n'était mieux placé que vous pour porter haut les valeurs de la



*Trois enfants, en couple
Etabli hors de France pendant 20 ans*

Diplômé de l'IEP de Lyon
DEA de Lettres Classiques

Entre au Quai d'Orsay en 1991

(en poste à Paris, à Moscou, puis à Vilnius)

**Mission permanente auprès des Nations-Unies,
en charge des droits de l'homme et des affaires
humanitaires, New York (1998-2002)**

**Chef du service de coopération et d'action
culturelle de l'ambassade de France à Dakar
(2005-2007)**

Ambassadeur de France en Haïti (2009-2012)

Directeur du Centre de Crise (2013-2015)

**Coordonnateur national du renseignement
(mai 2015 à aout 2016)**

France, pour dire, en l'incarnant, les atouts de notre pays, son potentiel extraordinaire, pas seulement à l'aune de notre PIB ou de nos échanges commerciaux, mais aussi dans notre capacité collective à défendre une certaine vision du monde.

Cette vision, vous la pratiquez au quotidien, à travers vos engagements, professionnels, militants, humains. C'est celle d'un monde plus équilibré, plus solidaire, moins scandaleusement inégalitaire, où l'on puisse penser le long-terme, se soucier de notre empreinte sur terre et du monde que nous laisserons à nos enfants.

Cette vision, c'est aussi celle du refus du fait accompli. Refus de la toute-puissance de la finance, véritable poulet sans tête, qui court à sa perte et nous entraîne avec lui. Refus du « toujours plus » de profits et du « toujours moins » quand il s'agit de protéger les plus précaires d'entre nous. Refus de la concentration du pouvoir dans un nombre de mains toujours plus réduit, au moment même où l'aspiration à l'équité et au partage n'a jamais été aussi forte.

Cette vision, qui est d'abord une vision au service de l'homme, du progrès et de la justice, n'est en rien inconciliable avec la défense lucide de nos intérêts, dans une compétition globale et féroce. Au contraire, elle doit être la boussole qui nous indique le cap à suivre dans la tempête.

Aux côtés de Marion Berthoud, ma suppléante, je sollicite aujourd'hui vos suffrages. Avec vous, pour vous, je souhaite m'engager pleinement.



Le premier des combats qu'il nous faudra livrer, c'est celui de la jeunesse. Notre réseau d'établissements scolaires à l'étranger est un des atouts de la présence française dans le monde. Mais pour le préserver, pour en garantir l'accès à tous les Français, sans pour autant exclure ceux qui ne sont pas français, nous devons nous en donner les moyens. Ces moyens aujourd'hui ne sont plus garantis. Et si rien n'est fait, nous devons renoncer pour nos enfants à un enseignement français de qualité, abordable et ouvert. Je me battraï donc pour enrayer la hausse continue et intenable des frais de scolarité, tout en militant pour la hausse du budget alloué à nos établissements.

Il nous faudra aussi nous battre pour préserver et développer un espace de mobilité et de solidarité entre francophones. Dans un moment difficile

de notre histoire où la tension se substitue à la coopération, la Francophonie doit être notre réponse face au repli sur soi et au nationalisme. Nous pouvons faire de la Francophonie un espace ouvert, généreux, tourné vers les échanges et les partenariats. Deux grands chantiers doivent être lancés rapidement : **la mise en place d'un visa francophone et la création d'un Erasmus francophone, sur le modèle des échanges universitaires existants au sein de l'Union Européenne.**

Le troisième combat que nous devons livrer est celui de la sécurité. Dans une région du monde soumise à de multiples turbulences, il nous faut continuer à investir dans la protection de nos emprises, mais aussi promouvoir, comme nous le faisons en France, la prévention, et bien sûr intensifier la coopération entre services de sécurité et de renseignement. Vous pouvez compter sur mon engagement et je mettrai à profit l'expérience acquise au Centre de crise et dans mes dernières fonctions.

Je souhaite enfin aller plus loin dans **la simplification de l'ensemble des démarches auxquelles vous pouvez être confrontés à l'étranger**, qu'il s'agisse de vous accompagner dans votre installation, mais aussi dans la formation et la sécurisation de vos parcours professionnels, et notamment pour ceux d'entre vous qui souhaitent commercer et investir à l'étranger.

La campagne s'ouvre. Nous traversons un moment critique de notre histoire. Le risque de basculement vers les extrêmes est réel, et les conséquences pourraient être tragiques. Mais rien n'est écrit d'avance et nous sommes nombreux à Dakar, à Tunis, à Bamako, à Alger, à Ouagadougou, à Abidjan ou à Rabat, à penser que la France ne se réduit pas aux « Français de souche », et que l'avenir de notre pays se joue aussi de l'autre côté de la Méditerranée. La pluralité de nos identités, de nos cultures, de nos origines, est une chance et nullement un handicap.

Face au repli identitaire, notre vision d'une France terre d'accueil et de brassage, d'une France des droits de l'homme, doit s'imposer. Nous devons plus que jamais rester confiants en ce que nous sommes et nous devons, les 4 et 18 juin, l'affirmer ensemble avec force.

Avec vous, à vos côtés, et pour vous.

Amicalement,
**Didier
Le Bret**



WWW.DIDIERLEBRET2017.FR